

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHARBONNEAUX BRABANT SA**

52 RUE DE LA JUSTICE  
51100 Reims

Références : D1 i 2026-207  
Code AIOT : 0005701467

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement CHARBONNEAUX BRABANT SA implanté 52 RUE DE LA JUSTICE 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles et permet de s'assurer que l'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que les arrêtés ministériels auxquels ses activités sont soumises.

Par ailleurs, le service de l'Inspection vérifie que les points de contrôle ayant éventuellement fait l'objet de suites administratives ont été levés par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARBONNEAUX BRABANT SA
- 52 RUE DE LA JUSTICE 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société Charbonneaux-Brabant fabrique du vinaigre et de la moutarde, et réalise le conditionnement (pour la commercialisation) de produits chimiques (solvants, acides, eau déminéralisée, etc).

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b	Avec suites, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	Demande d'action corrective	3 mois
5	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 14/05/2008, article 7.3.3	/	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3 et 3.7.I.1.b	Avec suites, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	Sans objet
3	Rubriques de la nomenclature des installations classées	AP Complémentaire du 11/03/2025, article 2	/	Sans objet
4	Capacités de stockage	AP Complémentaire du 11/03/2025,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockage	du 11/03/2025, article 3		
6	Protection contre le risque lié à la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se rapprocher de son prestataire en charge de la stratégie de traitement de sa tour aéroréfrigérante. Une alternative avec l'utilisation de biocides oxydants en traitement préventif continu doit être mise en œuvre.

En effet, la stratégie de traitement proposée par le prestataire avec notamment l'utilisation de deux biocides non oxydants en dose choc curative de manière continu, avec une fréquence hebdomadaire, ne répond pas à la prescription de l'article 3.7.I.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Par ailleurs, l'exploitant doit lever l'ensemble des écarts de type U1 (action corrective immédiate), et planifier ceux de type U2 (action corrective à programmer rapidement), présents dans son rapport de vérification des installations électriques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3 et 3.7.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>" Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</i></p> <p><i>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais</i></p>

d'indicateurs.

*L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.*

[...]

*Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.*

*[...] En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. "*

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a remis au service de l'inspection son nouveau plan de surveillance actualisé en mars 2025.

Le service de l'inspection constate l'ajout des actions correctives en cas de dérive des indicateurs biologiques avec notamment :

- les actions à réaliser avec les documents associés ;
- les indicateurs avec les valeurs seuils ;
- le responsable de l'action à mettre en œuvre.

Le contenu de ce nouveau plan de surveillance n'appelle pas de remarque de la part du service de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Stratégie de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure
- date d'échéance qui a été retenue : 15/08/2025

#### **Prescription contrôlée :**

*" L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.*

*L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.*

*L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.*

*Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.*

*Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.*

*L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.*

*En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.*

*Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.*

*Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.*

*[...]*

*L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement. "*

## **Constats :**

Conformément à ses engagements lors de la dernière visite du 28 mars 2025, l'exploitant a communiqué au service de l'inspection l'actualisation de sa stratégie de traitement.

Suite à l'analyse des documents, le service de l'inspection invite l'exploitant à reprendre accroche avec son prestataire. En effet, la stratégie de traitement proposée par son prestataire ne répond pas à l'attendu de l'article 3.7 I.2b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

En effet, seuls des biocides non oxydants (BNO), A-CID SAD et A-CID OB, sont utilisées en préventif comme le précise le prestataire dans sa stratégie de traitement où il est indiqué: *"notre société a opté pour un traitement préventif à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation par l'intermédiaire d'un biocide non-oxydant".*

La fréquence d'utilisation des BNO est la suivante:

- pour le BNO A-CID SAD : en dose choc de 2 litres, 2 fois par semaine ;
- pour le BNO A-CID OB : en dose choc 2.5 litres, 1 fois par semaine.

Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant qu'avec des fréquences régulières, cela ne répond pas à une utilisation du BNO de manière occasionnelle, mais bien régulière et continue. Par ailleurs, l'utilisation des BNO en dose choc ne signifie pas traitement préventif, mais bien un traitement curatif.

Comme le dispose la prescription :

*"les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont*

*limitées au cas où l'exploitant justifie qu'aucune alternative n'est possible"*

Ainsi ce n'est pas en indiquant un environnement très chargé en matière organique en raison des goélands (surtout en centre ville de Reims !?) que le prestataire justifie sa stratégie traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu.

Par conséquent, le service de l'inspection demande à l'exploitant:

- de revoir sa stratégie de traitement avec un traitement préventif en biocide oxydant en continu et l'utilisation de biocide non oxydant que de manière curative ;
- développer le volet des produits de décomposition en vérifiant l'absence de ces rejets et la cohérence des Fiches de données de sécurité (FDS).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra retravailler avec son prestataire sur une stratégie de traitement conforme à l'article 3.7 I.2b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Rubriques de la nomenclature des installations classées**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/03/2025, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Quantités autorisées

**Prescription contrôlée :**

*" Le tableau de classement de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-APC-20-IC du 23 mars 2018 est abrogé et remplacé par les tableaux suivants :*

<i><b>Rubriques ICPE</b></i>	<i><b>Libellés simplifiés</b></i>	<i><b>Quantités autorisées</b></i>	<i><b>Régimes</b></i>
1434.1	<i>Installation de remplissage ou de distribution, de liquides inflammables :  1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum</i>	<i>170 m³/h</i>	<i>A</i>

	<i>équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 20 m<sup>3</sup>/h ;</i>		
2265	<i>Mise en œuvre d'un procédé de fermentation acétique en milieu liquide, le volume total des réacteurs ou fermenteurs étant supérieur à 100 m<sup>3</sup></i>	<b>830 m<sup>3</sup></b>	A
2718	<i>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ;</i>	<b>10 t</b>	A
4130.2	<i>Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation, la quantité</i>	<b>61,5 t</b>	A



	<i>susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 10 t</i>		
4511	<i>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t</i>	<b>110t</b>	A
1510	<i>Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup> ;</i>	<b>66 000 m<sup>3</sup></b>	E
2220 2a	<i>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à</i>	<b>40t/j</b>	E

	<i>fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrants étant : 2. Autres installations : a) Supérieure à 10 t/j</i> <i>E</i>		
4331	<i>Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 1000 t.</i>	<b>852,55 t</b>	<i>E</i>
1630.1	<i>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t (A-1)</i>	<b>168 t</b>	<i>D</i>
1185.2a	<i>Emploi dans des équipements frigorifiques ou climatiques clos en</i>	<b>318kg</b>	<i>D</i>

	<i>climatiques clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif au gaz à effet de serre fluorés,</i> <i>2a) la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</i>		
2661	<i>Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j</i>	<b>5 t/j</b>	<i>D</i>
2921	<i>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW</i>	<b>674kW</b>	<i>D</i>
4440	<i>Solides combustibles de catégorie 1, 2 ou 3,</i>	<b>4 t</b>	<i>D</i>

	de catégorie 1, 2 ou 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t		
4755	Stockage des alcools de bouche, d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables, le titre alcoométrique volumique étant supérieure à 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> mais inférieure à 500 m <sup>3</sup>	XX*m <sup>3</sup>	X*

\* Informations communicables sur demande écrite à la Direction départementale des territoires de la Marne - Service environnement - Unité procédures Environnementale - 40, boulevard Anatole France - 51037 Châlons-en-Champagne cedex. "

#### Constats :

L'exploitant a présenté au service de l'inspection son état des stocks au jour de la visite. Cet état s'articule autour de deux tableaux, un sur les matières premières et l'autre sur les produits finis.

<p>L'exploitant a présenté au service de l'inspection l'état des stocks des rubriques 4130, 4331, 4510, et 4511 afin de vérifier l'adéquation entre les quantités autorisées et les quantités présentes. Un dépassement est constaté sur la rubrique 4510 avec 15.3 T pour 14 T indiquées dans l'arrêté d'autorisation. Néanmoins, ce dépassement ne constitue pas une non conformité car le seuil de classement commence à 20 T.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis suite à la visite les 2 tableaux, des stocks des matières premières et les produits finis des rubriques concernées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, ce qui a permis au service de l'inspection de vérifier toutes les quantités.</p> <p>Le seul dépassement encore présent concerne la rubrique 4510, et ne constitue pas un écart pour la raison évoquée plus haut.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué que, malgré le classement du butylglycol sous la rubrique 4130, la quantité des substances classées sous la rubrique 4130 a été volontairement limitée sur le site à 49 tonnes.</p> <p>Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant que tant qu'un "Porter à connaissance" justifiant la sortie du site du périmètre SEVESO par la règle des quantités, ainsi que celle des cumuls, le site est toujours considéré SEVESO seuil bas.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Capacités de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/03/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Actualisation des capacités de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>"Sous 6 mois, l'exploitant met à jour ses capacités de stockage maximales reprises à l'article 2 du présent arrêté.</i></p> <p><i>Pour cela, l'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance contenant un inventaire de ses capacités maximales de stockage actuelles pour chacun des produits, substances, ou mélanges potentiellement classés au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et susceptible d'être présent sur le site.</i></p> <p><i>Pour chaque rubrique ICPE concernée, l'exploitant précise dans son dossier, la méthode utilisée pour déterminer les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site.</i></p> <p><i>Si cet inventaire met en avant des écarts par rapport aux quantités visées à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant doit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• soit demander de faire acter la modification,</i></li> </ul> <p><i>Dans ce cas pour chaque modification demandée l'exploitant joint à son porter à connaissance les éléments d'appréciation permettant d'évaluer le caractère notable ou substantiel des modifications tel que défini à l'article R181-46 du code de l'environnement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• soit réduire ses capacités de stockage maximales pour correspondre aux quantités visées à l'article 2 du présent arrêté ;</i></li> </ul> <p><i>Dans ce cas, l'exploitant joint à son porter-à-connaissance le plan d'action avec échéancier qu'il aura retenue pour réduire ses capacités de stockage."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p>

Le service de l'inspection a souhaité connaître les systèmes mis en œuvre par l'exploitant pour s'assurer de ne pas dépasser les capacités de stockage :

- pour les alcools de bouche supérieurs à 40° (rubrique 4755 de la nomenclature) ;
- pour les acides (chlorhydrique, nitrique, hydroxyde de potassium et ammoniacale).

L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que la quantité de chaque cuve d'acide est bridée par la mise en place d'un trop plein associé à un gyrophare. Lors du dépotage, si la capacité autorisée est dépassée, le gyrophare se met en fonction et l'excès de substance est dirigé vers la rétention.

Concernant, les alcools de bouche > à 40°, l'exploitant a présenté au service de l'inspection le système actuellement en cours d'installation pour s'assurer du respect des quantités autorisées. Le remplissage est visualisé en temps réel sur l'écran de contrôle, le dépotage est asservi au volume de chaque cuve. Lorsque la capacité est atteinte, alors une électrovanne coupe automatiquement le dépotage.

Lors de la visite in-situ, le service de l'inspection a pu constater les gyrophares de chaque cuve sur la zone de dépotage des acides et a constaté la mise en place des capteurs "Wika" sur plusieurs cuves de 40 m3 des alcools de bouche.

Dans la salle de contrôle, le service de l'inspection a pu observer le raccordement de 3 cuves sur l'écran de contrôle. L'exploitant a indiqué que les 4 dernières sont en cours de raccordement, précisant que tout le système sera opérationnel pour fin avril.

Le service de l'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point de contrôle, mais invite l'exploitant à mettre en place un test général de tous les gyrophares avant chaque dépotage d'acide. En effet, si il y avait un défaut de fonctionnement sur le gyrophare associé à la cuve en cours de remplissage, alors il n'y aurait aucune alerte et le volume au delà de la capacité autorisée finirait dans la rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Infrastructures et installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/05/2008, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installation électriques-mise à la terre

**Prescription contrôlée :**

*" Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.*

*La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.*

*Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.*

*Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.*

*Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an*

*par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. "*

#### **Constats :**

L'exploitant a communiqué au service de l'inspection les documents suivants :

- compte rendu de la vérification périodique Q18 réalisée le 24 juin 2025 sur les bâtiments : Usine - Vinaigre - Bâtiment entrepôt d'état - Bâtiment alcool dénaturé ;
- compte rendu de la vérification périodique Q18 réalisée le 25 août 2025 sur les bâtiments : Entrepôt de stockage et bureaux administratifs ;
- rapport de la vérification de l'installation électrique par thermographie infrarouge réalisée du 30 septembre au 2 octobre 2025 ;
- le tableau de suivi des actions correctives aux écarts présents sur les Q18 ;
- les rapports des vérifications des installations électriques de l'ensemble du site réalisées du 2 au 6 juin 2025.

Suite à l'analyse des différents documents par le service de l'inspection :

- aucun écart n'est présent sur le rapport de vérification par thermographie infrarouge ;
- sur le récapitulatif des actions correctives, les écarts présents dans les Q18 ont, soit été levés, ou sont planifiés.

L'exploitant indique au service de l'inspection que la non-conformité relative à l'ensemble d'appareillage BT TGBT TR 1600 KVA (Poste de transformation TR 1600 KVA), due à une évolution du guide UTE C 15-105 pour la détermination des sections de conducteurs, écart de type U2 (action corrective à prévoir), nécessite l'arrêt de l'installation.

Par conséquent, pour éviter la destruction des bactéries servant à la fabrication du vinaigre, cette action corrective se fera lors d'une opération de maintenance.

L'exploitant a présenté la gestion des actions correctives pour lever les non-conformités dans son système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Néanmoins, suite à la communication du rapport de vérification des installations électriques à l'issue de la visite, le service de l'inspection constate 68 non-conformités, dont 7 de type U1, nécessitant une action corrective immédiate, et 43 de type U2, ou une action corrective est à planifiée rapidement.

Le suivi des écarts fait état de 3 U1 levés et 8 U2 levés. Par conséquent, il reste 4 non conformités de type U1 ou une action corrective doit être engagée immédiatement et 35 de type U2, pour lesquelles, des actions correctives sont à planifier rapidement.

L'exploitant doit se mettre en conformité, lever immédiatement les écarts de type U1, et réaliser les actions correctives à court terme des écarts de type U2.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de lever les écarts de type U1 et de planifier la levée des écarts de type U2

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Protection contre le risque lié à la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>" L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification »."</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant au service de l'inspection en amont de la visite le rapport de la vérification "foudre" visuelle réalisée le 6 janvier 2026, 4 non-conformités sont présentes : <ul style="list-style-type: none"><li>- liste des équipements importants pour la sécurité (EIPS) ;</li><li>- absence d'un parafoudre de type 1, Up max 2.5 kV (obligatoire en présence d'un paratonnerre) ;</li><li>- test de fonctionnement déporté de la tête de paratonnerre absente pour le test de fonctionnement ;</li><li>- absence de parafoudre type 2 sur une centrale de détection incendie dans le bâtiment "Vinaigrerie 3".</li></ul> L'exploitant a présenté au service de l'inspection la mise à jour de la liste des équipements importants pour la sécurité (EIPS). Cette liste ainsi que la photo du parafoudre a été transmis suite à la visite. Par ailleurs, l'exploitant indique au service de l'inspection qu'un nouveau paratonnerre, avec test de fonctionnement déporté est en commande, et sera remplacé par le prestataire en même temps que celui du site de Colbert. La date reste à convenir.  Au vu des actions correctives entreprises par l'exploitant, ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part du service de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



